



HAL
open science

Partenariat Chine-Afrique francophone : enjeux pour les pays de l'UEMOA

Geoffroy Theodore Aliha

► **To cite this version:**

Geoffroy Theodore Aliha. Partenariat Chine-Afrique francophone : enjeux pour les pays de l'UEMOA. Afrique, l'Asie et la Francophonie, des héritages historiques aux nouveaux enjeux, Mar 2018, MONTPELLIER, France. hal-01769079

HAL Id: hal-01769079

<https://hal.science/hal-01769079>

Submitted on 17 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Afrique, l'Asie et la Francophonie, des héritages historiques aux nouveaux enjeux

Partenariat Chine-Afrique francophone : enjeux pour les pays de l'UEMOA

ALIHA Géoffroy

Institution International pour la Francophonie/ Université d'Abomey-Calavi

Algeth1@yahoo.fr

RESUME :

Aujourd'hui, première puissance économique au monde, la Chine ne cesse d'améliorer sa performance économique par l'augmentation croissante de ses parts de marché. Qualifiée de « Puissance Africaine », du fait du terrain favorable en termes d'approvisionnement en matières premières et de débouchés de ses produits, la Chine est aujourd'hui le premier partenaire économique de l'Afrique. Cette communication montre comment la Chine assoie son développement économique sur une stratégie expansionniste, nourrie par des relations historiques et surfant sur les cruciaux enjeux de développement des pays de l'Afrique, plus particulièrement dans les pays de l'UEMOA. Ainsi, se développe progressivement la stratégie payante « matières premières contre infrastructures » au détriment d'une modèle déstructuré de l'économie de ces pays engagés dans une relation à priori qualifiée de « win-win »

Mots-clés : Chine, UEMOA, relation sino-africaine, stratégie expansionniste, win-win,



Afrique, l'Asie et la Francophonie, des héritages historiques aux nouveaux enjeux

SOMMAIRE

Résumé :	1
Sommaire	2
Introduction	3
I. La problématique du développement économique de la Chine	4
1.1. La stratégie d'attrance-expansionniste de la Chine	4
1.2. Pourquoi la solution africaine ?	5
II. Historique de la Chine-Afrique	5
2.1. Une relation historique précoloniale	5
2.2. La relation postcoloniale	6
III. Les enjeux économiques de la relation Sino-UEMOA	7
3.1. Le partenariat sino-béninois	7
3.2. Le partenariat sino-ivoirien	9
3.3. Le partenariat chinois avec les autres pays de l'UEMOA.....	12
3.4. Provenance des produits importés par les pays de l'UEMOA	12
3.5. Regards critiques de la relation sino-UEMOA.....	14
Conclusion.....	16
Références bibliographiques :	18

Partenariat Chine-Afrique francophone : enjeux pour les pays de l'UEMOA

INTRODUCTION

Dans les années 70, selon le PNUD¹, la Chine occupait un rang derrière la Côte d'Ivoire dans le classement IDH. Son ouverture en 1978, à l'économie de marché, fait d'elle aujourd'hui le premier pays économiquement puissant au monde devant les USA. Qualifiée de puissance africaine (Lafargue, 2005), la Chine est l'un des partenaires privilégiés qui accompagnent le développement de l'Afrique. Présente dans tous les secteurs économiques des pays africains, elle injecte depuis plus de trois décennies, des milliards de yuan dans des projets de réalisation des infrastructures. En retour, la Chine s'octroie d'énormes avantages liés d'une part, à l'exploitation des matières premières qui assurent le fonctionnement de ces industries et d'autre part à l'écoulement de ses produits sur le marché africain. L'UEMOA², un regroupement des 8 pays francophones de l'Afrique de l'Ouest est l'un des espaces concernés par ces échanges. Elle détient présentement la plus importante part de marché dans cet espace soit plus de 40%³ de la part totale. Même si dans l'histoire Bart (2011) trouve que les relations sino-africaines ont précédé l'exploration par Vasco de Gama et Barthélémy Diaz, quels sont les enjeux pour ces pays, après l'éclipse impérialiste de la Chine ? En nous appuyant sur deux études de cas (le Bénin et la Côte d'Ivoire), cette communication va se focaliser sur les enjeux liés au partenariat Chine-UEMOA. Elle présente une sorte d'état des lieux de la coopération sino-UEMOA. Ainsi nous présenterons la problématique du développement économique chinois puis, en partant de l'histoire des relations sino-africaines, nous aborderons la stratégie chinoise de conquête des opportunités africaines et de l'UEMOA en particulier. Nous relèverons les difficultés liées à son fonctionnement ; ce qui permettra d'identifier les perspectives pour sa pérennisation qui repose pour l'essentiel sur une stratégie « Win Win » jusque-là théorique.

¹ Rapport PNUD (1975), de l'indice de développement humain (IDH) au monde,

² UEMOA= Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

³ Statistiques douanières des importations de la CEDEAO (2015)

I. LA PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA CHINE

La Chine est demeurée longtemps une économie fermée sur elle-même, entretenant très peu de relation économique avec le reste du Monde. Les seules relations étaient beaucoup plus idéologiques. C'est à l'avènement de Deng Xiaoping au pouvoir en 1978 que la Chine a choisi d'ouvrir son économie au marché international. Ce qu'elle a fait en adoptant la stratégie d'attraction vis-à-vis des IDE occidentaux puis expansionniste en direction de tous les pays et beaucoup plus vers les pays en développement.

1.1. LA STRATEGIE D'ATTIRANCE-EXPANSIONNISTE DE LA CHINE

Avec la politique d'ouverture mise en place, la Chine s'est ouverte progressivement au monde en attirant les IDE depuis 1978. Selon le CNUCED (2012), la Chine est la deuxième destination des IDE, derrière les USA avec un accroissement. L'éveil industriel de la Chine l'oblige désormais à rechercher les matières premières devant faire fonctionner ces industries et aussi les marchés d'écoulement de sa production industrielle. Elle a construit son positionnement en bâtissant un véritable écosystème de gestion technologique administrée sur son territoire. Ainsi a-t-elle attiré tout un écosystème de start-ups technologiques (Ruet, 2016). Par son puissant moteur de financement qu'est Exin-Bank et ses start-up dans tout domaine, la Chine mène une politique expansionniste payante. Une politique essentiellement orientée vers la stratégie d'exploitation des ressources (matières premières) contre des investissements (infrastructures). Ruet (2016) trouve que ce sont ces entreprises minières centrales avec les entreprises de BTP, dépendant du pouvoir de Pékin, qui ont la haute main sur les prix de valorisation des matières premières ; une valorisation parfois subjective et politique sur ce "hors-marché". La Chine n'est pas exigeante au niveau politique comme le sont les Etats Unis, la France, le Royaume-Uni et permet ainsi aux pays africains de conserver leur souveraineté. Sa seule exigence est la rupture de tout lien avec Taïwan. Elle s'abstient de toute ingérence. Toutefois, elle s'engage activement dans les missions de maintien de paix. Ainsi, en 2005, ses soldats ont servi comme casques bleus au Libéria, en Sierra-Léone. Rousset (2017) retient qu'entre la Chine et les USA, c'est le vent contraire qui souffle. En

effet, avec l'unilatéralisme national prôné par le président américain Trump à Davos, le président chinois Xi Jinping se positionne en " Hérault " du libéralisme libre-échangiste.

1.2. POURQUOI LA SOLUTION AFRICAINE ?

Depuis son ouverture au monde en 1978, la Chine, s'est tournée vers le continent africain pour assurer son approvisionnement en matières premières indispensables au fonctionnement de ses multiples industries. Selon Pilling (2017), tous les investisseurs internationaux voient en Afrique un important réservoir de matières premières comme le pétrole de l'Angola, du Nigéria, le cuivre de la RDC, l'uranium du Niger, le cacao et café de la Côte d'Ivoire et du Ghana. Dès lors et de façon diplomatique, la Chine institua un forum de coopération. Ainsi, pendant que les occidentaux voient l'Afrique comme source d'instabilité, de migration et de terrorisme, la Chine se contente d'exploiter les opportunités qui lui s'offrent. On peut noter selon Lafargue (2005), l'abaissement des droits de douanes, l'autorisation de séjours accordés aux touristes chinois. En retour, la Chine est sensée offrir son savoir-faire, sa main d'œuvre, des prêts à taux préférentiels et des avantages financiers dans les travaux de construction des infrastructures. Ainsi, elle ne se limite pas à sa fonction de producteur d'hydrocarbures mais développe une présence commerciale de plus en plus importante. Mais les relations avec l'Afrique remontent à la période précoloniale.

II. HISTORIQUE DE LA CHINE-AFRIQUE

L'histoire des relations entre la Chine et l'Afrique date de l'époque précoloniale (Marchal, 2006). Elle peut donc être étudiée en considérant deux périodes : celle précoloniale et celle postcoloniale. La relation précoloniale était marquée par des échanges commerciaux entre pays reconnus à cette époque pauvres. La relation postcoloniale est un peu plus hégémonique parce que caractérisée par la domination de la Chine désormais puissance économique.

2.1. UNE RELATION HISTORIQUE PRECOLONIALE

L'exploration chinoise avec l'Amiral Zheng He a permis aux chinois de découvrir l'Afrique depuis 1421 (Actuel Kenya). Selon Yuan (2006), déjà un siècle avant J-C, la route de la soie a permis à l'ambassadeur Zhang Qian d'atteindre la rive sud de la méditerranée. Mais c'est

entre 960 et 1276 que les relations commerciales se sont développées entre la Chine et l'Afrique (principalement avec l'Ethiopie, la Tanzanie, le Zimbabwe et le Kenya actuels). Malheureusement, après décès de l'Amiral Zheng, la Chine impériale arrête toute expédition durant cinq siècles. L'arrêt des expéditions est aussi dû à la conquête européenne du XVème siècle, où la Chine a connu une semi-domination coloniale. Ainsi, à partir de 1880, des chinois furent envoyés de force en Afrique dans les exploitations minières, agricoles et pour construire des chemins de fer (du Sénégal, du Congo, de l'Afrique du Sud). La Chine a été un soutien de premier dans la lutte des indépendances des pays africains de 1960 ; ce qui a valu le soutien de certains pays africains pour l'obtention de son siège à l'ONU en 1971.

2.2. LA RELATION POSTCOLONIALE

Cette relation est dominée, dans les années 70 et 80 par la propagande idéologique de Mao Zedong. Ainsi plusieurs pays comme le Bénin, la Guinée équatoriale, partageait la même idéologie avec la Chine et bénéficiaient des avantages directs. Ce qui fait dire à Hu Jintao, lors du sommet sino-africain de 2006, que « l'amitié sino-africaine plonge ses racines dans la profondeur des âges et ne cesse de s'approfondir au fil des ans ». En effet, la Chine était le porte-drapeau du non-alignement, dans lequel s'inscrivaient plusieurs pays africains, au moment de la guerre froide. Selon Diaby (2014), ce lien légitime les relations sino-africaines et justifie un respect mutuel dont l'expression achevée réside dans la non-ingérence et la neutralité, troisième principe fondateur de la diplomatie chinoise en Afrique. Pour être reconnaissant, la Chine réalisera plusieurs projets sur le continent. Entre 1956 et 2005, plus de 900 projets ont été réalisés. Il s'agit de la construction des usines, d'ouvrages hydrauliques et énergétiques, des fermes agricoles, des routes, des télécommunications, des centres de santé, des stades, des centres culturels, etc. Le projet TAZARA⁴ illustre bien l'enracinement de la relation Chine-Afrique : projet de 1860 km de chemin de fer, 18 tunnels, 47 ponts, pour désenclaver la Zambie en la reliant à Dar-Es-Salam en Tanzanie. Le Décès de Mao Zedong met fin à une intense relation idéologique avec certains pays de l'Afrique.

Mais l'ouverture à une économie de marché dans les années 80 par Deng Xiaoping oblige la Chine à chercher les marchés d'approvisionnement en matière premières et des débouchés

⁴ TAZARA= Tanzania-Zambia Railway Authority

pour ses produits manufacturés. Marchal (2006) explique le déploiement rapide des chinois sur le continent africain par deux faits : la répression de Tiananmen⁵ du 4 juin 1989 et le déploiement en 1995, des entrepreneurs chinois prôné par le Président Jiang Zemin. La stratégie adoptée consiste en des soutiens institutionnel et financier du gouvernement chinois. Le gouvernement appui les projets d'infrastructures et Exim Bank of China (EBC) les finance. Contrairement aux aides occidentales que la Chine fustige, les aides chinoises en Afrique ne souffrent pas de conditionnalités. Par crainte des stratégies de blocage de la part des USA et de la Russie, la Chine s'est tournée vers l'Afrique pour assurer son indépendance énergétique en renforçant trois compagnies pétrolières (CNPC⁶, la SINOPEC Group et la CNOOC). L'implantation spectaculaire en Afrique (Angola, Soudan, Kenya, etc.) dans le secteur pétrolier fait dire à Lafargue (2005) que la Chine une puissance africaine. La stratégie chinoise ne se déploie pas que dans la zone australe mais aussi dans la région occidentale du continent où elle finance aussi beaucoup de projets de développement et exporte une bonne partie de sa production.

III. LES ENJEUX ECONOMIQUES DE LA RELATION SINO-UEMOA

Sous l'effet de la poursuite de l'exécution des projets d'investissement dans les infrastructures et de l'orientation favorable des exportations de matières premières, le PIB des pays de la zone est en constante progression. Certes, maintes considérations remettent en cause sa qualification "Win-Win". L'analyse du fonctionnement de la relation chinoise avec les pays de l'UEMOA, se fera en considérant deux cas : le cas béninois et le cas ivoirien, qui permettront de déduire les enjeux pour ces pays.

3.1. LE PARTENARIAT SINO-BENINOIS

Relation suspendue en 1967 par Kouandété, à l'avènement du Président Mathieu Kérékou au pouvoir en 1972, la Chine devient un partenaire privilégié du Bénin. Ainsi, le pays a bénéficié des aides chinoises dans plusieurs domaines. Le renforcement de cette relation s'est

⁵ Les manifestations de de Tienanmen concernent le soulèvement populaire regroupant les étudiants, les ouvriers et les intellectuels, qui réclament des réformes politiques en profondeur pour lutter contre la corruption.

⁶ CNPC= Chinese National Petroleum Corporation ; SINOPEC Group= China Petroleum & Chemical Corporation ; CNOOC= China National Offshore Oil Corporation

matérialisé par trois visites du Président en Chine. Deux premières visites pendant la période dite « révolutionnaire », respectivement en 1976, 1986. Une visite en 1998, à son retour au pouvoir en 1996. Plusieurs infrastructures sont réalisées à cet effet : le Stade de l'amitié devenu stade Mathieu Kérékou à son décès ; le bitumage entre 1983 et 1984 de l'axe « Savè-Parakou » de la route nationale n°2 Cotonou-Malanville. La manufacture « Manucia », le Centre Hospitalier Universitaire Hubert Koutoukou Maga (HKM), etc. Les statistiques de l'INSAE montrent que depuis 2005, plus de trois quarts des ressources mobilisées auprès des partenaires émergents, proviennent de Chine, soit plus de 200 milliards de F CFA. Les domaines d'interventions : les télécommunications, les infrastructures routières, les hôpitaux, etc. Les réalisations phares : Le palais des congrès, le bâtiment abritant le ministère des affaires étrangères, la numérisation du réseau téléphonique, le premier échangeur du pays (échangeur de Godomey). Dans le domaine de la médecine, le développement des pratiques chinoises s'est amplifié dans le pays, se concrétisant par la présence dans presque toute les communes d'au moins un centre Tianshi⁷. La flotte motocycliste du pays est à 80% chinoise. Les concours de la Chine s'expriment sous forme de prêts sans intérêts et de dons. La CNOOC a participé à la construction de la raffinerie du Bénin. La population chinoise est estimée à plus de 100 000⁸ habitants en 2017.

Il faut toutefois remarquer que dans le secteur des BTP comme dans plusieurs autres, le transfert du savoir-faire n'est pas effectif. Ainsi, les postes stratégiques sont les chasses-gardées des chinois. La coopération sino-béninoise inquiète beaucoup les milieux intellectuels béninois qui craignent une « colonisation chinoise ». En 2010, le défilé des majorettes comme cela se fait en Chine, les danses chinoises, lors de la fête nationale, ont suscité l'ire dans le microcosme culturel béninois. Alors que la France semble de plus en plus se désengager dans maints secteurs, la Chine, elle, intensifie sa coopération. Le grand hic selon certains médias béninois, c'est que les chinois n'intègrent pas la communauté locale. Dans le secteur informel qui caractérise ces pays, les chinois mènent une concurrence déloyale aux commerçants béninois avec les contrefaçons et le commerce de détails. La nécessité de prendre des mesures favorisant le transfert du savoir-faire devient une priorité. Elle doit passer par un renforcement

⁷ Tianshi pour faire référence à la médecine chinoise.

⁸ Selon les projections 2017 du Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2013 de l'Institut National de la Statistique et de l'Economie (INSAE) du Bénin.

Afrique, l'Asie et la Francophonie, des héritages historiques aux nouveaux enjeux

des échanges interuniversitaires dans les compartiments de la vie économique des pays de l'UEMOA en général. Ainsi, les décideurs publics pour rattraper le retard de développement, doivent mettre en place des mesures visant à favoriser la balance commerciale du pays. Il s'agira de développer les exportations vers le grand marché chinois jusque-là fermé aux produits artisanaux béninois. L'impact sur la réduction du sous-emploi pourrait être remarquable. S'il est vrai que la Chine contribue considérablement au modelage de la politique des aides au développement, il est aussi vrai qu'elle le fait à son avantage, remettant en cause sa stratégie « gagnant-gagnant ».

3.2. LE PARTENARIAT SINO-IVOIRIEN

Seul pays excédentaire de l'espace UEMOA, la Côte d'Ivoire est la risée de tous les investisseurs internationaux pour son attractivité économique. La coopération avec la Chine remonte à 35 ans. Il se caractérise par quatre différents temps de la relation sino-ivoirienne : 1983-1993 ; 1994-1999 ; 2000-2010 et 2011 à ce jour. Ces périodes correspondent aux quatre présidents qu'a connus le pays.

3.2.1. De 1983 à 1993 :

Cette relation actée en mars 1983, sous la présidence de Félix Houphouët Boigny, marque le début d'une relation sino-ivoirienne. Alors qu'on peut estimer les échanges commerciaux avec la France à 1,3 milliards d'euros, celles avec la Chine tournaient autour de 50 millions d'euros. L'échec du projet de l'usine de broyage de cacao, du projet rizicole à Guiguidou ont défavorisé le partenariat à cette époque où les IDE chinois étaient quasiment nuls. Le décès en 1993 du Président Félix Houphouët Boigny met fin à cette période.

3.2.2. De 1994 à 1999 :

Cette période est marquée par une turbulence politique : les conflits étudiants ou la lutte pour le multipartisme. Mais, la consolidation des relations bilatérales sous la Présidence d'Henri Konan Bédié s'est faite beaucoup remarquée sur le plan militaire. Cette période est celle de l'augmentation substantielle des échanges commerciaux, du nombre de visites officielles mais beaucoup plus celle de rehaussement qualitatif des rapports diplomatiques

Afrique, l'Asie et la Francophonie, des héritages historiques aux nouveaux enjeux

(Auregan, 2014). Trois entreprises en cogestion ont vu le jour en 1997. Il s'agit du W-Trabois, de Yitwo Agro-Industrial et de Hua-Ke pour un montant de 9 millions d'euros. Le China Investment and Development Center for Trade Promotion (CIDCTP) entre en fonction en 1997. Le palais de la culture, fruit de cette coopération, a été inauguré en octobre 1999. Plusieurs autres accords de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche supérieure, de l'agriculture et d'installation d'une commission mixte de coopération économique et technique ont été noués. Le coup d'état de décembre 1999 a mis fin à cette période.

3.2.3. De 2000 à 2010 :

C'est une période de forte relation sino-ivoirienne. Elle est marquée par la stabilisation, la pérennisation et l'augmentation des échanges dans tout domaine. Par la voix de son Ambassadrice Mme Zhao Baozhen, qui a déclaré le 1^{er} octobre 2003 : « la Chine s'oppose à l'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain ». Sous l'impulsion de la Chine, la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (MINUCI) est créée par la résolution 1479. Cinq faits ont marqué la présence chinoise en Côte d'Ivoire pendant cette période : le commerce, les investissements, la coopération, les visites officielles et les représentations induites par les discours. Entre 2000 et 2005, la Chine a multiplié par 25 l'exportation des produits tels que le cacao, le café, les fibres textiles. L'importation des produits manufacturés (machines, matériels divers, produits chimiques, etc.) a cru de 170%. Cette brusque accélération des flux commerciaux (200 millions d'euros en 2005) se répercute sur l'augmentation des visites officielles et la coopération militaire (Orégan, 2014). Des jumelages de villes ont été effectués. Selon Orégan (2014), cette période marquée par les avancées et recules diplomatiques, politiques et militaires ont entraîné les acteurs politiques ivoiriens dans des postures et démarches actives mais finalement très figées et statiques. Après l'accalmie retrouvée en 2005, la coopération a repris de plus belle, atteignant entre 2006 et 2010, 8,2 milliards d'euros. Au nombre des réalisations, on peut citer : le projet RIZZO, le centre de recherche antipaludique, l'hôpital général de Gagnoa, l'hôtel des députés et le marché communal de Yamoussoukro, le marché de Zahibohio, le centre de conférence international, des forages, des routes et voiries, etc. Cette riche période de coopération s'est

achevée par la crise post-électorale de 2010, qui voit se former deux groupes de pays supportant chacun une position (Gbagbo ou Ouattara). Le premier groupe supporters de Gbagbo est formé de la Chine, Russie, de l'Angola, de l'Afrique du Sud, de la Namibie, du Zimbabwe, du Liban, du Ghana et du Libéria. Le second groupe pro-Ouattara est formé de la France (colonisatrice), des USA, du Nigéria et du Sénégal. Cette période s'achève par la captivité de Laurent Gbagbo et son déferrement à la Cour Pénale Internationale de Haye le 29 novembre 2011.

3.2.4. De 2011 à nos jours

La coopération sino-ivoirienne n'a pas attendu le déferrement de Gbagbo à la CPI avant de reprendre de plus belle en 2011. Juste après l'installation du Président Ouattara au pouvoir, un prêt sans intérêt et une remise de dettes ont été effectués par la Chine. La coopération s'est intensifiée à partir de 2012. A ce jour, plus de 40 visites et 50 déplacements ont été effectués. Mais il faut remarquer que le régime du Président Ouattara a bénéficié des solides bases posées par le pouvoir de Gbagbo. Ainsi les réalisations de l'autoroute Abidjan –Grand Bassam, de l'Hôtel de ville ont été négociées sous le régime Gbagbo. La construction du palais de la culture de Treichville, le barrage de Soubré, la centrale verte de Daoukro, le centre international du Commerce. La Chine a financé dans une banlieue d'Abidjan (Anyama) la réalisation du stade olympique "Ebimpe" de 60000 places, pour un montant global d'environ 68 milliards de F CFA. L'ouverture prochaine de la Chambre de Commerce Chinoise en Côte d'Ivoire, renforcera la coopération sino-ivoirienne. Un total de plus de 7 milliards de dollars sont mobilisés dans la réalisation d'une quinzaine de projets de développement économique d'ici 2020. En deux ans l'investissement de Pékin a atteint 800%. L'implantation d'une vingtaine d'entreprises chinoises dans la zone industrielle du PK24 en Côte d'Ivoire ne devrait être que salutaire si ces entreprises au lieu d'œuvrer à un transfert de technologie, ne se mettent en position de concurrence déloyale. En effet, sur les marchés locaux, les chinois se livrent à la concurrence de détails, fragilisant ainsi les affaires des petits commerçants. Plusieurs fois, la chambre de commerce et d'industrie de la Côte d'Ivoire a tenté de calmer la tension entre les détaillants locaux et les chinois.

3.3. LE PARTENARIAT CHINOIS AVEC LES AUTRES PAYS DE L'UEMOA

Plusieurs autres pays comme le Togo, le Sénégal, le Niger, la Guinée Bissau ont bénéficié de plusieurs appuis de la Chine. Avec la Guinée Bissau, la Chine a construit le nouvel aéroport international. La CNOOC exploite les réserves pétrolifères du pays au large du Sénégal. Le Burkina est le seul pays de l'UEMOA qui reconnaît les deux Chines (Pékin et Taïwan). Il a reconnu par deux fois Taïwan, en 1964 et 1994. La plupart de ses réalisations provient de la coopération avec Taïwan. Avec, le Mali, la Chine a construit le troisième pont (Sotuba) de Bamako, plusieurs forages, des écoles dans les villages enclavés. Au Niger, la Chine a construit le plus grand hôpital de 500 lits pour un coût global de 45 milliards de F CFA, la construction d'une ligne électrique de 350 KV et un pont sur le fleuve Niger long de 3,7 Km. Au Sénégal, la Chine a réalisé plusieurs projets dont les plus importants sont : l'autoroute Ilaa-Touba, les forages multi-villages (181 systèmes d'approvisionnement en eau, 70 puits) pour 2 millions d'habitants. Au Togo, nous avons les constructions du nouveau palais de la Présidence en 2006, du stade de Lomé en 2000, du centre hospitalier régional de Kara et plusieurs autres réalisations.

Ces réalisations montrent l'embellie d'une coopération sino-africaine. En retour, La Chine bénéficie des avantages qui font de ses produits les plus concurrents sur le marché de l'UEMOA. Les statistiques douanières de la région témoignent de cette stratégie payante.

3.4. PROVENANCE DES PRODUITS IMPORTES PAR LES PAYS DE L'UEMOA

Nous nous intéressons dans cette section aux différents pays de provenance des produits d'importation dans l'UEMOA et à une analyse comparée par continent de provenance.

3.4.1. Les fournisseurs de l'UEMOA

Le tableau ci-après nous permet d'avoir une vue des fournisseurs en produits divers, des huit pays de l'union, depuis une dizaine d'années.

Tableau : Fournisseurs de l'UEMOA

Produits	Pays
Riz	Thaïlande, Pakistan et Brésil
Blé, Froment	France, Allemagne, Russie, Canada
Autres céréales (maïs, mil, sorgho, haricot, etc...)	France, USA, Thaïlande, Inde,
Lait et produits laitiers	France, Pays-Bas, Irlande et Brésil
Sucre et sucreries	Allemagne, France, Brésil
Boissons	France, Espagne, Tunisie
Produits énergétiques	France, Pays-Bas, Belgique, USA, Nigéria, Royaume-Uni, Russie
Produits intermédiaires	France, Allemagne, Italie, Belgique, USA, Portugal, Royaume-Uni, Russie, Ghana, Inde, Chine, Japon
Biens d'équipement,	France, Allemagne, Belgique, Finlande, Royaume-Uni, Afrique du Sud, Chine, USA, Japon, Inde

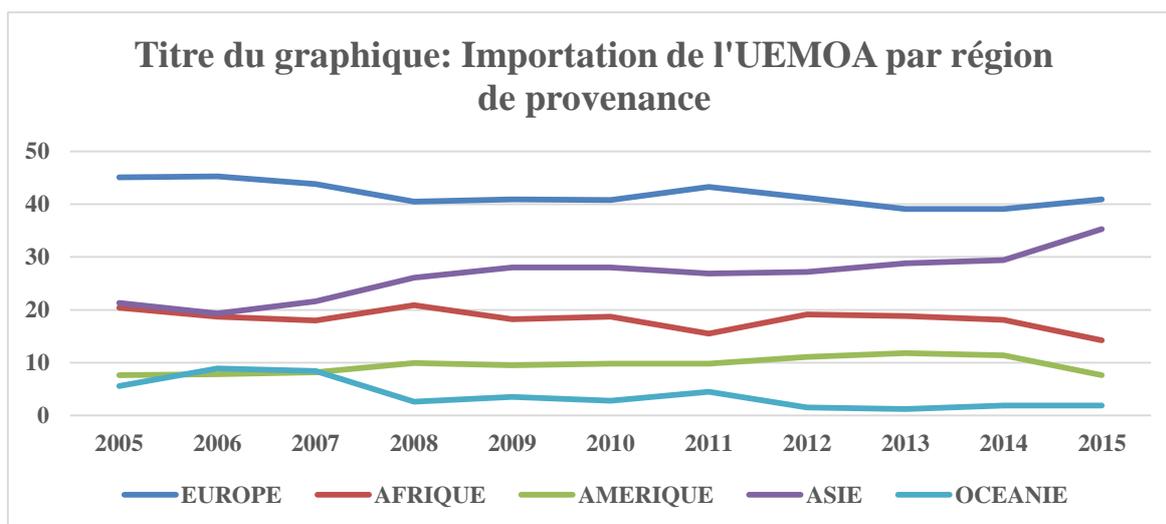
Source : Statistiques douanières de la BCEAO (2015)

On constate que la Chine fournit beaucoup plus les produits intermédiaires et les biens d'équipement. Malgré sa présence à ces deux niveaux, la part d'IDE chinois avoisine 40% dans l'espace, où elle remporte la grande part des biens d'équipement. De façon globale, les acquisitions en provenance de l'Asie se sont accrues au cours de la période de 2005 à nos jours, sous l'effet de la progression des achats de biens d'équipement et de biens intermédiaires notamment les produits chimiques pour 20%. Les importations totales de biens en provenance de l'Asie sont composées essentiellement de biens d'équipement, de produits alimentaires, essentiellement le riz thaïlandais et les biens intermédiaires sont essentiellement livrés par la Chine (43%). Viennent le Japon pour 23% et l'Inde pour 22%.

3.4.2. Analyse comparée des importations dans l'UEMOA de 2005 à 2015

Le graphique ci-après montre l'évolution sur dix ans (de 2005 à 2015) du poids de l'importation de l'UEMOA par continent.

Graphique de provenance des importations de l'UEMOA



Source : Données des statistiques douanières de la CEDEAO

Ce graphique montre comment la Chine rejoint progressivement en volume de chiffre d'affaire, l'Europe qui détenait à elle seule près de la moitié des importations dans l'UEMOA. Les autres continents tels que l'Amérique et l'Océanie occupent une part infime dans l'importation de l'UEMOA. Même la part africaine n'a jamais dépassé la troisième position. C'est une vraie occupation du territoire dont profite l'économie chinoise.

3.5. REGARDS CRITIQUES DE LA RELATION SINO-UEMOA

La Chine demeure néanmoins fragilisée par des difficultés internes et externes. En termes de difficultés internes, La Chine doit faire face à des enjeux de surcapacité. Et toute la question est de savoir si elle saura toujours trouver les débouchés pour ses nouveaux champions des cleantechs⁹. Contrairement à son industrie sidérurgique, dont le développement n'a été pensé que pour répondre à ses besoins internes ou à ceux de pays émergents, sa filière cleantech

⁹ cleantech : c'est l'abréviation de *clean technology*. Selon Wikipédia, ce sont les techniques et les services industriels qui utilisent les ressources naturelles, l'énergie, l'eau, les matières premières dans une perspective d'amélioration importante de l'efficacité et de la productivité.

Afrique, l'Asie et la Francophonie, des héritages historiques aux nouveaux enjeux

devrait bénéficier de l'appel d'air engendré par une demande mondiale de transformation énergétique. Notons également que la dépréciation du yuan devrait devenir un instrument régulièrement utilisé par les pouvoirs publics chinois. De quoi donner ou redonner du souffle au secteur, sur un marché par nature très concurrentiel. La grande inconnue reste, en revanche, la capacité de la Chine à rester dans la course technologique. Dans les années à venir, elle devra démontrer sa propension à innover par elle-même, et même à « disrupter ». En termes de difficultés externes et plus particulièrement avec les pays de l'UEMOA, la Chine pour accroître et maintenir son leadership dans un espace où les intérêts de plusieurs puissances sont en jeu, elle doit revoir sa stratégie d'occupation. Il s'agit en l'occurrence de l'intégration des expatriés dans les milieux d'accueil, de la non-ingérence dans le commerce de détails souvent réservé aux "bonnes dames" africaines, de l'amélioration de la qualité des infrastructures réalisées. Il y a l'effectivité de transfert de savoir-faire aux travailleurs locaux en les associant à des tâches stratégiques. Aussi doit-elle mettre l'accent sur la formation des ingénieurs devant assurer la maintenance des infrastructures implantées. Une politique d'implantation des entreprises de production des petits outillages et équipements dans l'espace UEMOA peut être envisagée comme c'est le cas au Kenya pour l'Afrique Orientale. La Chine doit aussi revoir sa politique bas-gammiste, nœud de son succès commercial. En effet, la durée de vie des produits mis sur le marché de l'UEMOA est très courte et ne reflète pas la notice qui les accompagne. Du côté des autorités politiques, des mesures doivent être prises pour favoriser les entreprises locales comme c'est le cas dans les marchés publics. La crainte d'une exacerbation qui conduise à un soulèvement populaire dans ces pays n'est pas à exclure. Plusieurs fois, au Bénin comme en Côte d'Ivoire, les Chambres de commerce ont joué à l'apaisement d'une tension latente nourrie par les opérateurs économiques locaux qui fustigent une concurrence déloyale "aux nez et au yeux" des autorités politiques contraintes à un silence comptent tenues des investissements dont elles bénéficient et qui sont souvent objets de propagandes électorales. Mais pour faire plier la Chine, elles disposent de la solution indienne qui est une coopération technique marquée par le transfert dans les domaines informatiques, médicaux, etc. Les pays africains peuvent jouer sur ce tableau pour ramener la Chine à cette stratégie qu'elle-même avait imposée aux pays occidentaux à l'ouverture de son marché. Il est aussi envisageable la prise d'une directive de l'UEMOA pour associer les

Afrique, l'Asie et la Francophonie, des héritages historiques aux nouveaux enjeux

entreprises locales à l'exécution des travaux d'intérêt public, même financés par la Chine. La stratégie de contournement de la Chine réside dans le fait qu'elle offre des services ou produits "tout fourni". Mis à part des ressources animales ou forestières que ses travailleurs détruisent à grande échelle pour leur besoin alimentaire, ils ne s'intéressent guère à l'art culinaire local mais plutôt la falsifient pour ensuite l'exporter.

CONCLUSION

Dans cette communication, il s'agit d'identifier les enjeux liés à la relation sino-UEMOA. Pour ressortir ces enjeux, il a été question d'interroger la stratégie chinoise de développement économique, de retracer l'historique d'une relation Chine-Afrique qui remonte à une période précoloniale et qui a favorisé l'actuel partenariat. Nous sommes arrivés à la conclusion que le développement économique chinois repose sur une stratégie d'attraction-expansionniste. D'attraction parce que pour s'industrialiser la Chine a créé des conditions pour capter les IDE en provenance des pays occidentaux et créer un modèle chinois par transfert de compétence. Une fois l'industrialisation amorcée, elle adopte ensuite une stratégie expansionniste dans toutes les régions du monde et particulièrement en Afrique avec qui elle avait noué des relations historiques. Pour illustrer l'expansion sino-africaine, nous avons focalisé notre analyse sur la relation avec les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest. En effet, cette région détient le plus fort taux d'investissement chinois en Afrique, ces cinq dernières années. Deux exemples ont été choisis (Le Bénin et la Côte d'Ivoire) pour apprécier les enjeux d'une relation qui ne cesse d'être florissante malgré quelques difficultés qui la caractérise. Ainsi, dans ces deux pays, les enjeux liés au développement économique et social (manque d'infrastructures) ont amené les autorités à favoriser une relation basée sur un modèle qu'on peut nommer « infrastructures contre matières premières » et qui allège non seulement l'entrée des produits sur ces territoires mais aussi les citoyens chinois. En termes de difficultés, il faut remarquer la difficile intégration des travailleurs chinois mais aussi des commerçants chinois qui livrent une concurrence déloyale aux commerçants locaux. L'autre difficulté actuelle de la Chine, réside dans le problème d'image dont elle souffre, ce qui est très mal pris par les peuples africains très extrovertis qui l'interprètent comme un rejet de leur culture. La crainte d'une exacerbation qui conduise à un soulèvement populaire dans ces pays n'est pas à



Afrique, l'Asie et la Francophonie, des héritages historiques aux nouveaux enjeux

exclure. Pour pérenniser cette relation commerciale sino-UEMOA, l'exigence d'un recadrage est indispensable. Ainsi, les pays de l'UEMOA et de l'Afrique en général doivent exiger un transfert réel de technologie de la part de la Chine. Ils doivent cesser de se contenter de l'exploitation de leurs matières premières. La solution indienne est un atout dont peuvent se saisir les pays africains pour ramener la Chine au réel transfert de savoir-faire. Avec le climat d'exacerbation en Afrique, la Chine va s'impliquer dans la sécurisation de ses intérêts économiques. Selon Duchâtel (2017), la survenance d'une crise qui menacerait les ressortissants chinois, entraînerait le renforcement de la présence chinoise en Afrique qui peu à peu glisserait sur le terrain politique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

Bart François, 2011, « Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique », les cahiers d'Outre-Mer, *Revue.org*, p. 193-208, <http://com.revues.org/624>

Chung-Lian Jiang, 2003, « Pékin et Taïpeh : les enjeux africains », *Géopolitique africaine*, n°10 du Printemps, p. 239-254.

Lafargue François, 2005, « La chine, une puissance africaine », Perspectives chinoises, *Revue.org*, p. <http://perspectiveschinoises.revues.org/900>

Joël Ruet, 2016 « Un facteur déterminant de la géopolitique des matières premières : la stratégie industrielle de la Chine », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 2 : 82), p. 16-23.

Rousset Pierre, 2017, Où va la Chine ?, *revue critique contretemps*, <https://www.cetri.be/Ou-va-la-Chine-Entretien-avec>

Duchâtel Mathieu, 2017, Politique étrangère : la Chine change de posture en Afrique, interview réalisé dans la Tribune de l'Afrique le 24 mars 2017, <https://afrique.latribune.fr/think-tank/entretiens/2017-03-24/politique-etrangere-la-chine-change-de-posture-en-afrique-interview.html>

Auregan Xavier, 2014, Géopolitique de la Chine en Côte d'Ivoire : la puissance chinoise à l'école ivoirienne et africaine, thèse en géographie et géopolitique, Université Paris 8, sous la codirection de Alain GASCON et Alphonse YAPI-DIAHOU

Diaby Fodé Siré, 2014, Les stratégies des entreprises chinoises en Afrique: quels objectifs, quelle coopération?. *Economies et finances*. Université Nice Sophia Antipolis.

Marchal Roland, 2006, «Chine-Afrique : une histoire ancienne », *Africultures*, n°66, p. 23-31.

Yuan Wu, (2006), la chine et l'Afrique, 1956-2006, China Intercontinental Press, 2006.